



Alice P. Albright
Directrice générale
Secrétariat du PME

BUREAUX
1850 K Street NW, Suite 625
Washington DC, 20006 États-Unis

ADRESSE POSTALE
1818 H Street NW, IS6-600
Washington DC, 20433 États-Unis

Washington D.C., le 23 juin 2020

S.E. M. Olavo Avelino Garcia Correia
Vice-Premier Ministre, Ministre des Finances
Ministère des Finances

S.E. Dr. Maritza Rosabal Pena
Ministre de l'Éducation, de la Famille et de l'Inclusion Sociale
Ministère de l'Éducation

Praia
REPUBLIQUE DU CABO VERDE

Approbation du Financement accéléré de la riposte au COVID-19 visant à soutenir le secteur de l'éducation du Cabo Verde

Excellences,

Au nom du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), j'ai le plaisir de vous informer qu'en vertu des pouvoirs qui me sont délégués par le Conseil d'administration du PME, j'ai approuvé la requête du Cabo Verde pour un Financement accéléré de la riposte au COVID-19 d'un montant de **750 000 dollars américains**. J'ai également approuvé une commission de **7 %** pour l'agent partenaire, l'UNICEF, d'un montant de **52 500 dollars américains**.

La date de démarrage du financement est fixée au 23 juin 2020 et sa date de clôture au **31 décembre 2021**. L'intégralité de la décision d'approbation se trouve **en annexe** de la présente lettre.

Veuillez contacter Mme Inès Boumaiza, Responsable-pays pour le Cabo Verde pour toute question ou préoccupation.

Nous avons hâte de travailler en étroite collaboration avec vous dans le but d'atténuer l'impact de la pandémie du COVID-19 sur l'éducation des enfants du Cabo Verde.

Je vous prie d'agréer, Excellences, l'expression de ma haute considération.



Alice P. Albright
Directrice générale du Secrétariat
Partenariat mondial pour l'éducation



Ampliations :

Membres du Groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE)

Dr. José Manuel Marques, Directeur de la Planification, du Budget et de la Gestion, Ministère de l'Education nationale, Chargé de liaison du PME,

M. Opia Kumah, Représentant, UNICEF

Mme Ana Cristina Pires Ferreira, Spécialiste de programme éducation et DPE, Représentante de l'Agent partenaire et de l'Agence de coordination, UNICEF

Mme Saadhna Panday, Spécialiste en éducation, Responsable des partenariats mondiaux pour l'éducation, UNICEF

Mme Reiko Okumura, Chargée des partenariats publics, UNICEF

Mme Poonam Buttan, Spécialiste des partenariats publics, UNICEF

M. Sven Baeten, Chef de l'équipe de soutien aux pays par intérim, Secrétariat du PME

Mme Tahina Razafindramary, Responsable régionale, Secrétariat du PME

Mme Inès Boumaïza, Responsable-pays pour le Cabo Verde, Secrétariat du PME

ANNEXE – DECISION

En vertu des pouvoirs délégués par le Conseil d'administration du PME, la Directrice générale du Secrétariat du PME approuve la demande de financement accéléré de la riposte au COVID-19 du Cabo Verde d'un montant de 750 000 dollars américains, ainsi que 52 500 dollars américains supplémentaires de frais de commission à l'UNICEF agissant comme agent partenaire. Le financement a une date de démarrage fixée au 23 juin 2020 et une date de fin fixée au 31 décembre 2021.

La Directrice générale du Secrétariat du PME a salué le leadership et l'engagement du gouvernement du Cabo Verde dans la préparation d'un plan national de réponse et d'une proposition de financement qui atténueront l'impact du COVID-19 sur le secteur de l'éducation et appuieront la reprise du système éducatif après la crise.

Le Conseil d'administration du PME a approuvé le mécanisme de financement accéléré de la riposte au COVID-19 selon le principe du premier arrivé, premier servi pour la première tranche de 125 millions de dollars américains provenant du financement pour la riposte au COVID-19 d'un montant d'origine de 225 millions de dollars américains. Bien que les 100 millions de dollars américains restants aient été par la suite considérablement augmentés à 350 millions de dollars américains par le Conseil d'administration, la demande pour le mécanisme de financement pour la riposte au COVID-19 dépasse toujours les fonds disponibles et l'allocation maximale pour le Cabo Verde est maintenant de 750 000 dollars américains, inférieure à l'allocation initiale et au montant demandé de 1 million de dollars américains.

Sauf indication contraire dans la demande de compte rendu figurant dans la décision, et tout en respectant le budget d'origine de chaque composante, le Gouvernement et l'agent partenaire sont pleinement habilités à établir des priorités dans les activités approuvées dans la demande d'origine, après consultation avec le Groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE).

Reconnaissant l'intention du Conseil d'administration du PME de procéder à la mise en œuvre du financement accéléré de la riposte au COVID-19 dans un délai qui reconnaît l'urgence de la situation, le Gouvernement et l'agent partenaire sont priés d'avancer immédiatement dans la mise en œuvre tout en abordant les points suivants et en faisant un rapport au Secrétariat d'ici le 14 juillet 2020 :

Demande de compte-rendu

- a) L'agent partenaire est prié de fournir un document de programme révisé (comprenant le cadre de résultats, le budget et le plan de mise en œuvre), à la suite d'une consultation du GLPE et avec l'accord du gouvernement. Ce document de programme révisé doit établir un ordre de priorité des activités afin de rester dans les limites du nouveau financement et doit répondre aux exigences mentionnées ci-dessous. Dès réception du document de programme révisé, le Secrétariat vérifiera la conformité à chacune des exigences ci-dessous, mais aucune autre approbation du financement ni aucune réévaluation du programme ne sera délivrée.
- b) Il est demandé que les activités ayant un impact clair et immédiat sur la poursuite et la sauvegarde de l'éducation des populations vulnérables pendant la crise du COVID-19 soient priorisées par rapport aux activités qui présentent un rapport qualité / coût immédiat moindre à cette fin. En particulier, le budget alloué aux activités de la composante 1, qui bénéficient directement aux enfants défavorisés des régions éloignées, devrait être maintenu pour garantir que le programme soit fortement axé sur l'équité.

- c) En ce qui concerne le cadre de résultats :
 - Une ventilation par genre devrait être incluse pour les indicateurs proposés.
 - Tous les indicateurs de base doivent être présentés sous forme de matrice du cadre de résultats et doivent indiquer à la fois le nombre et le pourcentage de la population bénéficiaire atteinte.
- d) Les risques qui peuvent menacer les populations vulnérables doivent être identifiés dans la matrice des risques et des mesures d'atténuation appropriées doivent être proposées.
- e) Le Secrétariat demande à l'agent partenaire d'inclure les coûts de mise en œuvre dans le budget révisé, pour un montant raisonnable proportionnel à l'allocation totale. Comme pour toutes les exigences de la section compte-rendu, le caractère raisonnable de ce montant sera soumis pour vérification par le Secrétariat.

Le Secrétariat soulève également les points d'observation suivants, qui sont des recommandations plutôt que des exigences :

Observations

- a) Étant donné l'urgence de la crise, la mise en œuvre du financement doit commencer selon le calendrier prévu et l'agent partenaire doit soumettre une demande de transfert en espèces dans les deux semaines suivant l'approbation afin de faciliter le déblocage à temps des fonds en appui à la mise en œuvre du programme.
- b) Considérant que le principal vecteur de disparité au Cap Vert est la situation géographique avec des inégalités observées entre les îles les plus peuplées par rapport aux îles plus éloignées, le Secrétariat note avec satisfaction les interventions du programme en soutien aux élèves les plus vulnérables qui n'ont pas de couverture radio/TV et/ou d'équipement. Bien que la parité entre les genres soit atteinte dans l'enseignement pré-primaire, primaire et dans le premier cycle du secondaire, le Secrétariat note avec satisfaction les services sociaux déjà fournis par le gouvernement qui soutiennent la participation des filles à l'éducation, la campagne de communication qui sera soutenue par le plan d'intervention nationale et l'inclusion dans cette campagne de messages clés concernant les vulnérabilités (par exemple, la violence basée sur le genre, l'abus et l'exploitation sexuels et les grossesses précoces) auxquelles les filles sont confrontées pendant la fermeture des écoles. Le Secrétariat encourage le gouvernement et ses partenaires à mettre en œuvre rapidement, et si nécessaire à identifier des activités supplémentaires conçues pour apporter un soutien spécifique aux filles dans le cadre de la Covid-19 et recommande de faire un compte-rendu sur la mise en œuvre de ces activités dans le cadre du mécanisme de suivi et de rapport mis en place pour la réponse du secteur à la Covid-19.
- c) Le Secrétariat note l'approche participative adoptée pour élaborer le plan de réponse du secteur et encourage les autorités à poursuivre sa diffusion, notamment en le rendant accessible au public.

Rapports

Veillez noter que pendant la période de mise en œuvre, le Secrétariat du PME demandera à l'agent partenaire de remplir une enquête trimestrielle qui exigera les données de base relative à la mise en œuvre du programme. À la fin de la période de mise en œuvre, l'agent partenaire devra soumettre un rapport d'achèvement au Secrétariat du PME. Des informations détaillées sur les exigences en termes de fourniture

de rapports sont disponibles dans les directives sur le financement accéléré de la riposte au COVID-19 sur le [site Web](#) du PME.

Reprogrammation

Le Gouvernement et l'agent partenaire peuvent reprogrammer ce financement, en consultation avec le GLPE et le Cluster Education, s'il est actif, pour un montant ne dépassant pas 25% de l'allocation sans l'approbation préalable du Secrétariat ; ils doivent cependant en informer le Secrétariat. Pour un montant de 25% ou plus, ainsi que pour toute prorogation de la date de clôture, l'approbation préalable du Secrétariat doit être demandée. Le processus d'approbation préalable applicable sera celui des révisions non mineures des financements ESPIG qui peuvent être trouvées ici :

<https://www.globalpartnership.org/content/policy-education-sector-program-implementation-grants>

Date d'approbation par la Directrice générale : 23 juin 2020